CMAAP 9 / Dominique BRUNIN, DR CCFA-

Paris: « Oui, la triangulation des entreprises France/Pays arabes/Afrique est possible, mais... en avons-nous assez la volonté? »

24 juillet 2023



« Ne soyez pas surpris si je tiens parfois des propos pas nécessairement politiquement corrects! ». Ainsi commence l'intervention de Dominique Brunin, Directeur du Développement de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) à la IX. Conférence des Ambassadeurs africains de Paris, organisée le 4 juillet par AfricaPresse.Paris...

par Alfred MIGNOT, AfricaPresse.Paris (APP)

@alfredmignot | @africa_presse

Abordant avec ce même ton direct le sujet de la triangulation entrepreneuriale, évoqué par plusieurs panélistes* de cette IX. Conférence des Ambassadeurs africains de Paris (CMAAP 9), Dominique Brunin considère qu'à la question fondamentale – des triangulations entre entreprises françaises, africaines et du monde arabe sont-elles possibles? – la réponse est bien entendu, oui! »

D'ailleurs, observe-t-il, la majorité des entreprises membres de la CCFA y sont représentées par des dirigeants à la tête de directions « Afrique Moyen-Orient ». « C'est

bien l'illustration que les entreprises françaises du secteur privé ont une vision non seulement continentale africaine, mais ouverte aussi sur le monde arabe.

Reste que le nombre et la fréquence des opérations illustrant cette triangulation sont aujourd'hui encore très peu nombreses. La vraie question, c'est : de part et d'autre, avons-nous la volonté de concrétiser des projets ensemble ? »

Dans cette perspective, on ne saurait oublier de considérer le contexte global, marqué par quelques aspects géoéconomiques nouveaux et majeurs. Le premier point à noter, c'est que partout la nature a horreur du vide... Aussi, considère le Directeur de la CCFA, il ne faut pas être surpris si, au moment même où les entreprises françaises se désengagent, des concurrents venus d'autres pays s'affirment en Afrique ou dans le monde arabe...

« Regardez la presse. Alors que BNP Paribas s'est déjà très largement désengagé d'Afrique, Société Générale a annoncé à la fin juin son retrait de l'Afrique subsaharienne. Elle envisagerait même de se retirer de Tunisie. Et l'avenir de la BMCI au Maroc relève aujourd'hui du point d'interrogation. Le constat est le même dans la logistique. La plus importante des deux entreprises françaises du secteur en Afrique, Bolloré Logistics, vient de vendre l'intégralité de ses actifs ».



Une vue partielle de la salle des séances de l'Académie des Sciences d'Outre-mer durant la CMAAP 9, la 4 juillet 2023. © Hady Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]

Un contexte géoéconomique international bouleversé

Les profonds bouleversements géostratégiques à l'œuvre sont un autre paramètre à prendre en considération, estime Dominique Brunin, tant en Afrique que dans le monde arabe. Et d'autant plus que l'on observe un effet d'accélération : en décembre dernier, alors que le président chinois effectue sa première visite officielle en Arabie saoudite, le Royaume et les autres États du Golfe profitent de cette présence pour tenir une très grande conférence entre la Chine et Le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cela donne lieu à un communiqué qui place la coopération Chine/Pays du GCC au plus haut niveau stratégique des partenariats internationaux de la République populaire chinoise.

La montée en puissance des BRICS mérite aussi une attention particulière. À l'approche de leur XVe sommet, à Johannesburg du 22 au 24 août, une vingtaine de pays ont déposé des demandes, tant l'Arabie saoudite, que l'Algérie, Bahreïn, l'Égypte, le Nigeria, l'Éthiopie... d'Amérique latine aussi. L'Organisation pourrait ainsi bientôt compter autour d'une trentaine de pays membres. « Ce sera une transformation fondamentale, avec des conséquences majeures », estime Dominique Brunin. D'ailleurs, on a appris depuis que nombre de pays occidentaux – dont la France, les États–Unis et le Royaume Uni – n'ont même pas été invités à assister comme simples observateurs au sommet.



LE PANEL DES AMBASSADEURS – **Alfred MIGNOT**, Président du CAPP et d'AfricaPresse.Paris, présentant le panel des Ambassadeurs. De gauche à droite : **S. E. M. Ayed M. YAHYA**, Ambassadeur de DJIBOUTI. Doyen du Groupe des Ambassadeurs arabes, vice-doyen des Ambassadeurs en poste à Paris ; **S. E. M. Fahad M. AL RUWAILY**, Ambassadeur du ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ; **S. E. M. Ahamada HAMADI**, Ambassadeur de L'UNION DES COMORES. © Hady Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]

Le tandem France-Maroc : éphémère ou durable ?

Dans ce contexte, la triangulation entre entreprises françaises, du monde arabe et d'Afrique est-elle durablement possible? L'exemple franco-marocan est-il pérenne? Ces dernières années, les entreprises marocaines et les entreprises françaises se sont déployées ensemble dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. En amont, le discours adressé par les autorités françaises aux entreprises a été très clair : utilisez vos implantations et votre présence au Maroc pour, avec des entreprises marocaines, aller conquérir ensemble de nouveaux marchés en Afrique subsaharienne.

« Cela a été possible, analyse Dominique Brunin, non seulement parce que la présence française était particulièrement importante au Maroc, avec plus de 1 100 filiales présentes, mais aussi parce que, au début des années 2000, entre les années 2005 et 2010 en particulier, et cela s'est poursuivi bien après, la stratégie voulue par Sa Majesté le Roi Mohammed VI a été une stratégie de positionnement, de pénétration, de renforcement des relations du Royaume du Maroc avec l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne.

Une stratégie mise en œuvre avec de grandes entreprises, telles que l'OCP dans le domaine des phosphates, Attijariwafa Bank dans le domaine bancaire, dans les assurances et aussi les télécoms et l'aéronautique. Certaines entreprises françaises ont su en profiter. C'est le cas de Veolia, Renault, Air Liquide, qui ont su véritablement développer des partenariats et utiliser leurs implantations marocaines pour accueillir, par exemple, en formation des cadres d'Afrique subsaharienne dans le domaine des utilities, mais également rayonner à partir du Maroc. »

Cette convergence de vision et d'intérêts est-elle en train de s'étioler? « Il y a quelques mois, relève Dominique Brunin, une note de la Direction générale du Trésor français posait en effet la question : sommes-nous devenus partenaires ou concurrents? » Car il est avéré que dans un certain nombre de pays, les entreprises marocaines sont devenues les premiers investisseurs étrangers.



LE PANEL DES EXPERTS – De gauche à droite sur la photo : M. Emmanuel DUPUY, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, IPSE – M. Dominique BRUNIN, Directeur du développement de la Chambre de commerce franco-arabe, CCFA Paris – M. Houssam NASRAWIN, Directeur associé de OROUS Capital. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]

Les pays du Golfe amplifient leurs IDE en Afrique

Mais tandis que la triangulation présente quelque fragilité, les pays du Golfe investissent très largement en Afrique, et notamment dans les secteurs portuaire et de la logistique. Ainsi Abu Dhabi Ports a signé en juin dernier un nouveau contrat de 500 millions de dollars d'investissements à Pointe-Noire, avec une concession de trente ans assortie d'une clause d'extension de vingt ans.

Son concurrent et voisin, Dubaï Ports World, est le troisième exploitant portuaire mondial, présent dans plusieurs pays d'Afrique : Angola, Égypte, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud, Nigeria... Dans le domaine des télécommunications, Qatar Telecom est présent dans de nombreux pays et l'opérateur principal des Émirats Arabes Unis est présent au Bénin, au Burkina, en RD Congo, au Gabon et en Côte d'Ivoire.

Dans le domaine agroalimentaire, considéré aujourd'hui comme secteur stratégique de souveraineté, l'Arabie saoudite a massivement investi à hauteur de 2 millions d'hectares de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale pour garantir une certaine partie de ses besoins agroalimentaires. Et il en est exactement de même pour les Émirats arabes unis, par exemple.

Revenant en fin d'intervention sur la question des partanarits triangulaire, le Directeur de la CCFA réitère sa conviction : « Oui, c'est possible... » et d'ailleurs certaines grandes entreprises, le font, comme TotalEnergies avec Masdar (Abu Dhabi Future Energy Company), qui investissent ensemble dans des coentreprises pour le développement de projets hydrogène et fermes solaires sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, en particulier sur l'Égypte.

« Oui, c'est possible... mais cela nécessite :

pour les Français, de changer notre approche : enlever nos lunettes obsolètes qui nous font voir un certain nombre de pays du monde arabe d'une manière parfois passéiste ;
comprendre aussi que ces pays, globalement, demandent à être traités d'égal à égal.
Non seulement ils le demandent, mais ils en ont toute la légitimité, tous les moyens, humains et financiers, en termes de richesse et de ressources.

Dans une relation d'égal à égal, chacun sera en mesure d'apporter sa contribution, financière ou technique et technologique, ainsi que de connaissance des marchés. Et c'est cette alliance des trois contributions qui permettra de faire un certain nombre de choses ensemble ».

*LES PANÉLISTES DE LA CMAAP 9 :



De gauche à droite, sur la « photo de famille » de la CMAAP 9: S. E. M. Ahamada HAMADI, Ambassadeur de L'UNION DES COMORES (panéliste) – M. Emmanuel DUPUY, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, IPSE (panéliste) – S. E. M. Ayed M. YAHYA, Ambassadeur de DJIBOUTI. Doyen du Groupe des Ambassadeurs arabes, vice-doyen des Ambassadeurs en poste à Paris (panéliste) – S. E. Mme Doreen Ruth AMULE, Ambassadeur de l'OUGANDA (invitée) – M. Alfred MIGNOT, Président AfricaPresse.Paris, concepteur et modérateur des CMAAP – S. E. M. Fahad M. AL RUWAILY, Ambassadeur du ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE (panéliste) – M. Houssam

NASRAWIN, Directeur associé de OROUS Capital (panéliste) – M. Dominique BRUNIN, Directeur du développement de la Chambre de commerce franco-arabe, CCFA Paris (panéliste) – S. E. M. Senkoun SYLLA, Ambassadeur de GUINÉE CONAKRY (invité) – Melle Sarah

EL

RUWAILY (invitée).

Absents de la photo mais ayant assisté à la conférence : S. E. M. François NKULIKIYIMFURA, Ambassadeur du RWANDA, et S. E. M. Vijayen VALAYDON, Ambassadeur de MAURICE. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]

CMAAP 9 / REPLAY de notre IX° CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS AFRICAINS de Paris du 4 juillet 2023

5 juillet 2023



Organisée par AfricaPresse.Paris (APP) et le Club Afrique de la Presse parisienne (CAPP) à l'Académie des Sciences d'Outremer (ASOM), dédiée aux relations économiques entre l'ARABIE saoudite et l'AFRIQUE, la CMAAP 9 a connu un beau succès, avec 7 Ambassadeurs présents, dont 3 panélistes, plus de 100 participants en présentiel et autant en distanciel.

De gauche à droite, sur la « photo de famille » de la CMAAP 9: S. E. M. Ahamada HAMADI, Ambassadeur de L'UNION DES COMORES (panéliste) – M. Emmanuel DUPUY, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, IPSE (panéliste) – S. E. M. Ayed M. YAHYA, Ambassadeur de DJIBOUTI. Doyen du Groupe des Ambassadeurs arabes, vice-doyen des Ambassadeurs en poste à Paris (panéliste) – S. E. Mme Doreen Ruth AMULE, Ambassadeur de l'OUGANDA (invitée) – M. Alfred MIGNOT, Président AfricaPresse.Paris, concepteur et modérateur des CMAAP – S. E. M. Fahad M. AL RUWAILY, Ambassadeur du ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE (panéliste) – M. Houssam NASRAWIN, Directeur associé de OROUS Capital (panéliste) – M. Dominique BRUNIN, Directeur du développement de la Chambre de commerce franco-arabe, CCFA Paris (panéliste) – S. E. M. Senkoun SYLLA, Ambassadeur de GUINÉE CONAKRY (invité) – Melle Sarah

Absents de la photo mais ayant assisté à la conférence : **S. E. M. François NKULIKIYIMFURA**, Ambassadeur du RWANDA, et **S. E. M. Vijayen VALAYDON**, Ambassadeur de MAURICE. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]

VISIONNEZ LE REPLAY ICI:

https://www.youtube.com/watch?v=idaOlizFKSc



LE PANEL DES AMBASSADEURS – **Alfred MIGNOT**, Président du CAPP et d'AfricaPresse.Paris, présentant le panel des Ambassadeurs. De gauche à droite : **S. E. M. Ayed M. YAHYA**, Ambassadeur de DJIBOUTI. Doyen du Groupe des Ambassadeurs arabes, vice-doyen des Ambassadeurs en poste à Paris ; **S. E. M. Fahad M. AL RUWAILY**, Ambassadeur du ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ; **S. E. M. Ahamada HAMADI**, Ambassadeur de L'UNION DES COMORES. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]



LE PANEL DES EXPERTS – De gauche à droite sur la photo : M. Emmanuel DUPUY, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, IPSE – M. Dominique BRUNIN, Directeur du développement de la Chambre de commerce franco-arabe, CCFA Paris – M. Houssam NASRAWIN, Directeur associé de OROUS Capital. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]



Une vue partielle de la salle des séances de l'ASOM durant la CMAAP 9. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]



Deux vues du cocktail clôturant la conférence. © HADY Photo/APP [Cliquer sur l'image pour l'agrandir]



4

Qatar : les opportunités post-Mondial s'ouvrent aux entreprises françaises



© istock

Propulsé sur la scène médiatique mondiale grâce au dernier Mondial de football, le Qatar a d'ores et déjà commencé à mettre en œuvre une stratégie d'investissement pour « l'après », avec 100 milliards de dollars prévus dans le cadre de son plan Vision 2030. Pour les entreprises françaises, c'est le moment d'y aller ou d'y retourner, selon les intervenants réunis par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) lors d'un webinaire le 19 janvier.

Il faut battre le fer tant qu'il est chaud : Bruno Le Maire, le ministre français de l'Economie et des finances, a fait escale à Doha le 29 janvier dans le cadre d'une tournée dans la péninsule arabique qui l'a aussi conduit en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis, du 28 au 31 janvier. A cette occasion, le partenariat de long

terme entre les deux pays a été rappelé, avec, parmi les projets concrets évoqués, le renouvellement à hauteur de 300 millions d'euros d'un programme conjoint d'investissements entre Bpifrance et Qia Future French Champion.

La coupe du monde de football 2022 à mis un coup de projecteur sur ce petit émirat du Golfe assis sur un océan de gaz, pour le pire (atteintes aux droits humains, gigantisme et impact carbone de l'événement...) comme le meilleur (infrastructures et technologies dernier cri, organisation parfaite). Et du point de vue du gouvernement comme des milieux d'affaires français, c'est évidemment le meilleur qu'il faut retenir, surtout pour les années qui viennent.

Chiffres clés du Qatar

Population: 2,9 millions, dont 300 000 nationaux.

PIB / Habitant: 84 510 USD (6^{ème} mondial)

Dette: 46 % du PIB (2022)

Taux de croissance : 3,4 % (2022) ; 2,5 % (2023)

Poids du Gaz:

-81 % des recettes budgétaires

-3^{ème} réserve mondiale,

-4^{ème} producteur mondial (4,4 %)

-2^{ème} exportateur mondial de GNL (77 millions de tonnes)

De fait, sous la pression des opinions publiques mondiales, l'émirat a du **corriger ses lois** sur le travail et améliorer son environnement des affaires, en supprimant notamment le fameux système du « kafala », un « *sponsoring* » des travailleurs migrants qui revenait à les rendre corvéables à merci.

Par ailleurs, les autorités de Doha ont d'ores et déjà lancé un plan d'investissement de quelque 100 milliards de dollars (Md USD), Qatar National Vision 2030, destiné à développer de nouveaux secteurs pour l'après-Mondial dans les 8 prochaines années et faire de l'émirat un pays avancé dans tous les domaines.

« C'est le bon moment »

« C'est le bon moment pour faire un point sur la relation France-Qatar », a estimé Jean-Baptiste Faivre, ambassadeur de France à Doha, le 19 janvier, lors du premier webinaire d'affaire post-coupe du monde organisé en visioconférence par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) avec les représentants de la Team France Export en poste localement. Malgré une « image un peu décalée », le diplomate, qui parle arabe parfaitement, s'est dit convaincu que c'est « un pays d'opportunités pour les entreprises françaises » dans ce nouveau cycle qui s'ouvre.

En l'occurrence, cette relation bilatérale est au **beau fixe**, ce qui créée un environnement très favorable aux affaires, un atout important pour les entreprises françaises dans ce type de marché, notamment dans la perspective de nouveaux grands projets.

« Il y a eu une relance après le blocus et la crise Covid » a souligné le diplomate, allusion à la levée du blocus, le 6 janvier 2021, instauré par l'**Arabie Saoudite**, les **Emirats arabes unis** et quelques autres Etats du Golfe durant 4 ans pour punir le Qatar de divers maux supposés comme ses relations avec l'Iran ou les Frères musulmans, ou encore sa volonté déstabilisatrice via sa chaîne Al Jazeera.

Signe de cette redynamisation des relations bilatérales, pas moins de cinq rencontres de haut niveau se sont tenues entre l'émir **Tamim ben Hamad Al Thani** et le président **Emmanuel Macron** en un an, lequel a aussi assisté à deux reprises à la phase finale de la coupe du monde pour soutenir les Bleus.

De grands fleurons tels que Keolis, Ratp Dev, Systra, Egis, Transdev ou Alstom ont d'ailleurs participé aux gros travaux d'infrastructures d'un montant de **200 Md USD réalisés pour le Mondial**, dont huit stades flambant neuf et la ville nouvelle de Lusail dotée d'un tramway, à partir de 2010.

Le plus emblématique d'entre eux pour les savoir-faire tricolores, le nouveau métro de Doha inauguré en 2019, a transporté jusqu'à 800 000 personnes par jour (contre 100 000 en temps normal) sans incident durant la coupe du monde. Il est exploité par RKH Qitarat, coentreprise formée par Hamad Group (51 %) et les opérateurs Keolis et RATP Dev (49 %), pour le compte de Qatar Rail. Les entreprises tricolores se mobilisent d'ores et déjà pour les projets d'extension ainsi que le grand

projet ferroviaire de ligne à grande vitesse visant à relier Doha et Ryad, en Arabie Saoudite.

Priorité au gaz et à la diversification

« Le Qatar sort d'une phase de croissance exceptionnelle liée aux chantiers d'infrastructures de la coupe du monde, il entre dans un nouveau cycle de croissance différent » a indiqué l'ambassadeur.

Son plan Vision 2030 instaure comme première priorité le doublement des capacités de production de gaz naturel liquéfié (GNL), car l'émirat considère que cet hydrocarbure, moins polluant que le pétrole, est un élément clé pour relever le défi de la transition écologique mondial. Le deuxième grand axe est constitué par la diversification économique, dont les priorités sectorielles sont en cours de clarification.

Concernant le GNL, le Qatar veut porter sa capacité de production de 77 Mt à 110 Mt / an. Ses projets incluent également le développement du complexe pétrochimique de Ras Laffan et la commande d'une flotte de 80 à 100 méthaniers.

Quant à la diversification, l'émirat l'a d'ores et déjà engagé dans le cadre d'une stratégie de développement de son influence financée par le gaz. C'est le développement de champions dans les transports (Qatar Airways), les médias (Al Jazeera) ou les grands événements sportifs. Sans compter la réponse au blocus de ses voisins, qui a stimulé le développement de voies d'approvisionnement alternatif et d'activité locales dont la création de toute pièce d'une industrie laitière locale,

Les secteurs de la diversification

Baladna.

Parmi les secteurs qui se développent dans le sillage de ces stratégies, le tourisme et hôtellerie, l'événementiel (14 compétitions prévues en 2023, dont le championnat du monde de natation), mais aussi la transition écologique, l'agroalimentaire (devenue une priorité depuis le blocus), la santé.

Les Qatariens, qui ont mis en place le tri sélectif pour la coupe du monde, veulent par exemple refondre leur système de gestion des déchets solides, améliorer leur performance en matière d'efficacité énergétique, développer les systèmes de mobilité

propre, accélérer le numérique, renforcer l'autonomie alimentaire et les infrastructures de santé.

Ainsi, dans le numérique, où le gouvernement veut investir 9 Md US et moderniser sa législation pour attirer les investisseurs, l'émirat pousse le développement des **infrastructures** *cloud*. Microsoft a d'ailleurs inauguré en septembre 2022 son premier centre de données cloud dans cette région. Dans l'agroalimentaire, le Qatar est demandeur de nouvelles technologies pour gérer l'eau, développer l'aquaculture, augmenter son cheptel, développer une **nourriture** plus saine (40 % d'obèses dans le pays). Dans les activités touristiques et culturelles, il est demandeur de **projets** pour **rentabiliser les infrastructures** créées pour le Mondial.

La cheffe du Service économique au Qatar, **Effi Frager**, a signalé que la France met à la disposition du pays des conseillers techniques : un est en place auprès du ministère des Municipalité pour du conseil sur les questions d'autonomie alimentaire, un autre a été proposé sur les questions de mobilité.

« Les autorités souhaitent que les entreprises françaises s'intéressent au marché »

On l'aura compris, le Qatar présente de nouvelles opportunités dès à présent. « Les autorités souhaitent que les entreprises françaises s'intéressent au marché qataris » a assuré Pierre Ramirez, le responsable du bureau de Business France à Doha. Actuellement, 120 entreprises françaises sont implantées dans l'émirat, sans compter les 90 marques présentes via des franchises. Signe d'un regain de dynamisme, 23 jeunes VIE y sont en poste actuellement, le deuxième contingent le plus important dans la région du Golfe. Fait méconnu, les francophones représenteraient 10 % de la population cosmopolites de l'émirat (85 nationalités) avec les expatriés français (5600) mais aussi ceux venus du Liban et d'Afrique du Nord.

Mais attention : y faire des affaires supposent de s'inscrire dans la durée, d'avoir une bonne assise financière et une capacité à délivrer produits et services en temps et en heure, car le marché est très exigent et très concurrentiel. Autrement dit, professionnels non aguerris s'abstenir, d'autant que s'applique assez largement la règle du 49-51 en matière de création d'entreprise, qui oblige l'investisseur étranger à être minoritaire, même si des dérogations existent.

La politique d'attractivité des autorités qataris privilégie la création de structures et de valeur ajoutée locale. « L'agence de promotion des investissement <u>IPA Qatar</u>, créée en 2019, est en train de croître, a souligné Pierre Ramirez. Business France entretient de bonnes relations ».

Pour aider les entreprises françaises, Business France est en train de **relancer la procédure de référencement** des consultants et professionnels de l'accompagnement international qui peuvent apporter des expertises complémentaires en matière d'implantation (Mazars, Al Jassra, Boustany, Servcorp). Mais pour celles qui seraient intéressées, comme l'a rappelé l'ambassadeur, « *il est important de venir, d'aller sur place* ». Business France propose d'ores et déjà une demie douzaine de rendez-vous intéressant les entreprises de divers secteurs en 2023 (voir ci-après).

Christine Gilguy

Le calendrier des événements pros

Au Qatar

-15-20 mars : Agriteq et Enviroteq 2023

(Stand France + Rencontres BtoB)

Contact: carole.kazzi@businessfrance.fr

-9-13 mai : Maison Expo, Homme Fashion & Luxury

Pavillon France piloté par Alwen International

Contact: <u>naamed-bouhamed@alwen.com</u>

-26-29 juin: French Energy Days

(Mise en relation avec un grand compte local)

Contact: abdeen.hamza@businessfrance.fr

-9-13 octobre: French Food Tour Qatar et Emirats arabes unis

Contact: <u>https://extranet-btob.businessfrance.fr/prg-35558</u>

-16-22 octobre : French Tech Tour Middle East EAU + Arabie Saoudite ou Qatar

Contact: https://acceleration-international.teamfrance.fr/french-tech-tour-middle-east/en/

En France

-15 mars : Forum Franco pays arabes (Organisé par la CCFA, date à confirmer)

Contact: <u>dominique.brunin@ccfranco-arabe.org</u>

-Juin : Forum Vision Golfe

(à Bercy, date à confirmer)